



Regard sur les politiques agricoles

Points clés

- D'après les estimations de l'OCDE, sur la période 2012-14, 601 milliards USD (450 milliards EUR) ont été transférés aux producteurs agricoles par 49 pays qui représentent à 88 % de la valeur ajoutée produite par l'agriculture mondiale. Un montant supplémentaire de 135 milliards USD (103 milliards EUR) par an a été consacré à des services d'intérêt général qui facilitent le fonctionnement du secteur globalement.
- Au cours de la même période, selon les estimations, le soutien public a représenté en moyenne 17 % des recettes agricoles brutes. Environ deux tiers de ce soutien résulte de mesures considérées comme entraînant de fortes distorsions des marchés.
- Les mesures de politique agricole qui faussent les marchés et les transferts généralisés de revenus doivent céder la place à des investissements stratégiques à même de favoriser une croissance durable de la productivité et une amélioration de la résilience, ce qui accroîtrait les possibilités de revenus offertes aux ménages agricoles dans davantage de pays.



Quel est le problème ?

Les 49 pays étudiés par l'OCDE dans son rapport annuel *Politiques agricoles : suivi et évaluation* partagent un ensemble d'objectifs communs : la viabilité économique du secteur agricole et des zones rurales, la production d'aliments nutritifs en quantité suffisante pour une population mondiale croissante et plus aisée, et la durabilité environnementale à long terme de la production alimentaire.

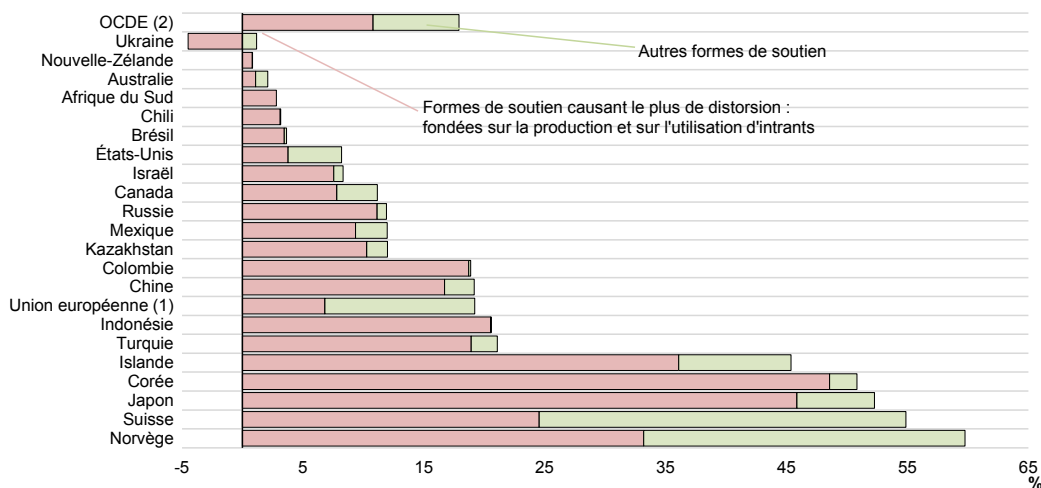
Néanmoins, ces objectifs sont loin d'avoir le même poids partout, d'où des choix extrêmement différents dans l'action publique. Parmi les 49 pays étudiés, certains conservent des niveaux de soutien élevés (même s'ils baissent) et leur mesures entraînent dans leur ensemble moins de

distorsions. D'autres affichent avec constance un faible niveau de soutien et concentrent leurs efforts sur la gestion des risques et l'amélioration de l'environnement général où s'inscrit l'activité. Un groupe intermédiaire, où le soutien est estimé aux alentours de la moyenne des 49, rassemble des pays qui suivent des trajectoires très différentes : dans certains, le soutien diminue et cause de moins en moins de distorsions, et dans d'autres, il augmente et en crée de plus en plus.

Globalement, 67 % du soutien dispensé dans les 49 pays est directement lié aux prix, à la production ou à l'utilisation d'intrants.

LE NIVEAU ET LA COMPOSITION DU SOUTIEN À L'AGRICULTURE VARIENT SENSIBLEMENT

Composition du soutien par pays d'après l'estimation du soutien aux producteurs, 2012-14



Note % : estimation du soutien aux producteurs en pourcentage des recettes agricoles brutes.

1. UE27 : 2012-2013 ; UE28 : 2014 si disponible. 2. Le total de l'OCDE ne comprend pas les États membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE.

Source : OCDE (2015), « Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données).

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.



Que devraient faire les dirigeants ?

Les mesures liées à la production, en particulier, occultent les signaux du marché, nuisent à la compétitivité et peuvent éventuellement favoriser des systèmes de production préjudiciables à l'environnement. De plus, elles peuvent être inéquitables et inefficaces, car les prestations sont versées pour l'essentiel aux plus gros producteurs ou sont récupérées par des bénéficiaires non visés en amont et en aval du secteur, ou encore sont capitalisées dans la valeur des actifs fixes. On peut donc considérer que le choix des instruments d'action est aussi important que le niveau du soutien.

L'action publique doit viser la mise en place d'un secteur agricole innovant et compétitif, capable de répondre aux besoins futurs. La politique agricole doit concorder avec l'action menée dans d'autres domaines (économiques, sociaux et environnementaux) et réduire les obstacles à l'ajustement structurel. Ce type d'approche sera plus efficace, dans la plupart des pays, que les améliorations marginales de la politique agricole existante.

De ce fait, les responsables de l'action publique devraient :

- **Réduire le soutien des prix du marché dans l'optique de le supprimer définitivement.** Non seulement le soutien des prix du marché atteint rarement les bénéficiaires visés, mais il déconnecte les agriculteurs de l'évolution des marchés et fausse sensiblement la production et les échanges.
- **Renoncer peu à peu aux subventions aux intrants.** Les subventions aux intrants sont un moyen particulièrement inefficace de verser des aides aux producteurs, faussent beaucoup la production et accroissent le risque de dommages environnementaux liés à une mauvaise utilisation ou à un surdosage des intrants agricoles.
- **Augmenter les investissements publics stratégiques pour stimuler la croissance durable de la productivité,** dans l'optique de renforcer la capacité du secteur à nourrir une population croissante et plus aisée, malgré la rareté des ressources et le changement climatique.
- **Cibler les mesures pour atteindre des objectifs précis et les bénéficiaires voulus,** les uns et les autres pouvant être très différents selon le stade de développement du pays et les ressources dont il dispose. Les priorités budgétaires peuvent être la santé et l'éducation dans certains pays, et l'investissement dans les systèmes d'innovation et les infrastructures dans d'autres. Ailleurs encore, les paiements directs, s'ils se rapportent à des objectifs et des cibles clairs et sont adaptés au problème à résoudre, peuvent être efficaces dans certains domaines d'action, comme la protection de l'environnement, et être utiles provisoirement en facilitant une réforme plus large de la politique agricole.

- **Veiller à ce que la politique de gestion des risques vise à aider les agriculteurs à faire face aux risques inévitables et imprévisibles** et à ce qu'elle n'empêche pas les solutions offertes par le marché et les pratiques de gestion des risques des agriculteurs eux-mêmes. Souvent, les politiques de gestion des risques mal conçues n'apportent que peu de secours et coûtent cher au contribuable.
- **Améliorer l'environnement général pour qu'il soit propice à un secteur agricole à vocation commerciale.** Parallèlement, il faut répondre aux inquiétudes engendrées par les effets négatifs de l'agriculture sur l'environnement naturel, au travers d'un mélange de solutions fondées sur les marchés, de mesures réglementaires et de mesures fiscales. Tandis que les externalités positives, comme les services écosystémiques, devraient être encouragés.



Sources principales

- **Politiques agricoles : suivi et évaluation 2015**
- **Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : Base de données et Comparez votre pays**
- **Examen des politiques agricoles de l'OCDE Suisse (français)**
- **Examen des politiques agricoles de l'OCDE Colombie**
- **Examen des politiques agricoles de l'OCDE Indonésie**
- **Examen des politiques agricoles de l'OCDE Kazakhstan**
- **Examen des politiques agricoles de l'OCDE Viet Nam**

Une liste complète des livres et documents pertinents peut être consultée à l'adresse <http://oe.cd/taking-stock-fr> et sur le site de la réunion ministérielle de l'agriculture <http://oe.cd/agmin-fr>.

